

Réunion numérique nationale

Facs et Labos en Lutte - 23 11 2020

1. Bilan

Introduction : Comité de Mobilisation des Facs et Labos en Lutte

Après un an de lutte contre la réforme des retraites et la LPPR, beaucoup de moyens ont été mobilisés pour demander des titularisations et embauches massives, des financements pérennes, la stabilisation et la protection des étudiant·es. La question de la précarité a été au cœur de notre mobilisation. Le premier confinement a brisé cette vague de protestation, mais nous avons poursuivi la lutte par d'autres moyens comme entre, autre la Confinée Libérée (une publication en ligne) et une caisse de solidarité pour les étudiant·e-s.

Malgré tout le ministère est passé en force, proposant sa loi peu après le déconfinement. Le Comob a organisé des rassemblements à chaque étape du processus législatif jusqu'au 13/10 puis 17/11 et 24/11 ainsi que des réunions nationales numériques en collaboration étroite avec l'intersyndicale de l'ESR.

Novembre voit un nouveau départ de la mobilisation, avec le passage de loi à l'Assemblée et au Sénat assortie d'amendements mettant en cause les libertés académiques, puis le CNU, puis la possibilité de se mobiliser dans les universités. La nouvelle mobilisation en cours s'inscrit dans un contexte sanitaire difficile, avec des conditions de travail déplorables et c'est l'ensemble de ces éléments qui met le feu aux poudres, avec une implication nouvelle de juristes, de la CP-CNU, etc. L'opération Ecrans noirs est lancée.. Le 17/11, plus de 1200 personnes se rassemblent à la Sorbonne et des AG se réunissent dans de nombreuses facs. Les étudiant·es commencent à prendre part à la mobilisation.

1er tour de parole sur le bilan local des deux dernières semaines

- Sud recherche EPST : ne sont pas favorables à la qualification mais ont signé car ne veulent pas affaiblir le mouvement. Inquiet par rapport à l'amendement du sénat qui donne trop de libertés aux président·es d'universités.
- Université de Rouen : colère qui s'exprime aussi chez des collègues habituellement peu mobilisés. A la fac de Rouen, deux AG ont été organisées, lundi dernier et aujourd'hui, qui ont rassemblé 50-75 personnes, 1 texte voté. Attaques violentes, et perçues comme une trahison, face au passage de la loi en pleine crise sanitaire. Nécessité de discuter avec étudiant·es. Mobilisation a manqué dans ces derniers mois, on comprend les raisons très diverses (précarité...), mais une nouvelle dimension s'ajoute avec pénalisation des mobilisations. On voit donc cette colère chez étudiant·es. On a proposé un mouvement massif des démissions dans différentes instances, charges administratives, heures

complémentaires à boycotter. On a pas beaucoup de marge de manœuvre mais si on bloque par démissions collectives et massives on aura une chance que ce soit un peu efficace et visible.

- Étudiant à Paris Descartes : petits groupes mobilisés en parallèle avec d'autres facs de paris. LPR n'a pas forcément touché les étudiant·es (idée que c'est une réforme de profs), mais la criminalisation des mobilisations peut entraîner les étudiant·es. Il y a possibilité que étudiants se mobilisent un peu plus. Vont voir par la suite comment s'organiser avec étudiant·es.
- Doctorante campus Condorcet : peu de mobilisation au cours des dernières semaines; grand campus Sciences Humaines et Sociales quasi vide du fait du confinement d'où la mobilisation faible; le comob Condorcet a fait une réunion la semaine dernière, une AG aura lieu le 1er décembre. Ce campus est directement visé par la LPR : son président sera nommé par décret ministériel, un représentant du Ministère sera élu au CA de Condorcet. Il y a une mobilisation autour de cette mainmise du Ministère sur ce campus. Les personnels de Condorcet seront présents demain.
- FO ESR : apporte son soutien à la réunion organisée par le comob des Facs et des Labos en Lutte et est signataire de tous les appels intersyndicaux. Opposé à la loi depuis le début : contre le financement par projet et la casse des statuts. Dénonciation des amendements de du Sénat et de la CMP. FO ESR a sorti un communiqué ce matin. Mobilisation est en train de prendre, on se félicite, mais pas suffisant. Appel à des AG, avec préférence pour le présentiel. Lien avec le retour des étudiant·es dans les facs. Décrochage massif en 1ère et 2ème année : le ministère met en danger l'avenir de la jeunesse. Le surcoût pour les personnels est majeur. Nous dénonçons la tendance à l'autoritarisme - loi de sécurité globale - et l'interdiction de manifester dans la rue. Dès que possible, les AG doivent pouvoir se tenir en présentiel pour discussions plus faciles.
- Lille 2, étudiante: Ecoeurée du mouvement en train de se détruire en lui-même. Crainte sur la criminalisation de tout mouvement social des étudiant·es + on voit des étudiant.es étranger·es en totale galère dans les résidences. Il faut se mobiliser !
- AG ENS Lyon en lutte : mobilisation reprend. Jeudi dernier : AG en ligne avec 80 personnes, bilan de l'opération écrans noirs (finalement peu suivi). AG a appelé à : Rassemblement demain à Lyon à 16h + appel à organiser des AG dans les départements. . Lier la mobilisation LPR aux conditions de travail. A mandat pour demander une date nationale coordonnée de mobilisation pour la semaine prochaine.
- Paris 8 : mobilisation démarre très doucement. réunion avec débats sur démissions administratives, signature lettre au président. Quelles formes de mob ? grève problématique.
- Étudiant (UNEF) compliqué de se mobiliser avec fermeture établissements. Derniers jours : peur (des étudiant·es) de sortir pour se mobiliser, de venir sur son université et tenir des AG. Heureusement

qu'il y a eu des attestations d'orga pour autoriser les déplacements liés aux manifs. Samedi dernier sur la sécurité globale : impression d'avoir vu beaucoup étudiant·es. Bilan assez positif sur derniers jours de mobilisation, certaine latence qui s'est mis en place. Annonce déconfinement, on aura plus de monde ?

- Snesup (SG) : Les syndicats ont également été actifs au CNESER, ont participé à des réunions bilatérales avec le ministère : nous avons rappelé systématiquement le refus des chaires de profs junior, demandé plus de moyens... Levier important à ne pas oublier, intersyndicale impliquée dans ce genre de travail. Organisation de l'année en cours, ne pas rester trop sur la LPR, faire le lien avec les conditions de travail.
- Étudiant, Paris 8 : AG de département : 70/80 personnes. Décidé de ne pas suivre écrans noirs, peur de couper le contact. Appel à la grève pour le 24/11 est suivi. Articuler LPR et sécurité globale. Étudiant·es étranger·es en galère, priorité pour Solidaires.
- Doctorante P3 Sorbonne Nouvelle, représentante étudiante IHEAL : ont monté une liste pour être représentant des étudiant·es de Condorcet. La liste a été refusée par la présidence du Campus...Demande d'aide pour faire un recours. En fait une liste d'étudiant·es a déjà été choisie par la présidence. Flou sur le ce refus. Les élections pour le CA de Condorcet auront lieu le 30 novembre.
- MCF, UGE Snesup : première université nationale avec des antennes sans étudiant·es (fusion IFSTTAR et UPE). Statuts de cette université : nouvelle instance : "Commission de carrière des EC". Lien avec la suppression de la qualif. La décision de confiner les facs est catastrophique. En licence 1ère année, 400 étudiant·es inscrit·es, mais que 100-150 qui suivent les cours en ligne : étudiant·es qui suivent sur leur portable, pas moyen de suivre cours dignement. Cas terribles de dépression. Situation catastrophique pour la jeunesse. Pas de contrat d'alternance pour beaucoup à Eiffel. En lien avec la mobilisation : poser la question de la reprise en main de nos campus. On ne pourra pas construire la mobilisation avec des écrans noirs; les collègues essaient de rattraper cette situation catastrophique. Nécessité de reprendre possession de nos campus pour permettre la mobilisation.
- Étudiant AMU, syndicat FSE : appelé à manifester samedi dernier PPL et LPR. Il y avait 2500 personnes à Marseille, beaucoup étudiant·es, lycéen·nes. Choix d'appeler à des AG en présentiel. Etudiant·es en labo à Marseille qui ne font plus de TP en biologie depuis l'année dernière : carnage car pas de pratique. Rejoint idée de faire plus de présentiel. Sortir un texte de cette réunion pour diffuser aux autres et aux étudiant·es.
- Orsay-Saclay : 50taine de personnes en AG. situation assez variable. Enseignant·es chercheur·ses qui font possible pour sauver les pots cassés. Écrans noirs ont été surtout cours militants. On a beaucoup discuté de ce qu'il faudrait faire pour franchir un pas. S'adresser aux responsables pour mettre la pression pour ne pas utiliser les CPJ, les CDI de chantier, etc.

- Paris 2, doctorant droit : Chez les juristes : précaires mobilisé·es, très peu de titulaires, précaires avaient peur. Du mal à relancer la chose, ce qui a mis le feu aux poudres chez titulaires c'est les décisions CNU. Chez les précaires, on est un peu en colère que ce soit la question du CNU qui réveille les titulaires. Opération écrans noirs, écrans noirs et cours sur LPR. Enjeu maintenant : reçu soutien de centaine de titulaires en droit, un peu sur CNU, malheureusement motions sont assez centrées là dessus.
- Sur choses spécifiquement juridiques : Saisine du Conseil Constitutionnel sur la LPR un groupe de juristes universitaire vont faire une contribution là dessus. Pas grand chose à attendre du CC quand même. Lettre directement adressé à Macron demandant une nouvelle délibération. on n'attend pas de réponse favorable mais de l'inscrire dans l'agenda exécutif. Frama qui a bugué et qui remarque maintenant. SI vous avez signé vérifiez que votre nom est encore dessus. Ce sera envoyé à Macron et publié dans le Monde.
- Paris 7 : étudiant en éco; appel lancé un peu plus de 150 signatures. Étudiant·es, biatss, EC : exige le retour dans les facs avec des moyens, pas de retour comme on est revenus en septembre avec + de 30 élèves dans salles de TD. Appel exige le recrutement massif enseignant.es, réquisition de locaux pour dédoubler les classes, limiter la transmission virus, plan de rattrapage massif des cours perdus. Dans la situation actuelle, jeu du gouvernement de jouer sur la division. Réponse à cette stratégie, unité plus large possible, des universitaires, étudiant·es, de tous les travailleurs, chômeur·euses... Gvt ne fera rien pour la réussite des étudiant·es.
- Brest, membre de SUD : pas de mobilisation jusqu'au printemps ou très peu à Brest, stoppée net par le confinement. en octobre petite reprise ; colère qui s'exprime individuellement ; AG demain. Colère pas tant sur la LPR que sur les conditions actuelles. Attentes: une date ; des objectifs collectifs; écrans noirs pas forcément efficaces ; demande d'objectifs collectifs à porter en AG.
- CGT INRA : partie prenante de FLL depuis le début, participé à toutes coordinations, outil pour ensemble personnels étudiant·es et personnels recherche. Sur la suite : mobilisation très forte dans préparation du 5, quand il y avait question des retraites, ensuite difficile quand labos fermés. Ajd avec les labos ouverts, ça donne des possibilités plus grandes d'assemblées générale. Décidé de sortir un texte demandant la non promulgation lpr et exigent du pdg de l'inra qu'il ne mette pas en place les chaire juniors et contrats de mission. Il y a eu des difficultés dans la mob des personnels techniques et administratifs (ne les concerne pas selon elles·eux). Il s'agit de multiplier les AG dans les labos de recherche. Dans la dernière période, il y a eu une multiplication des AG. C'est vers cela qu'il faut tendre. Le 13 on était 1000, 1200 la semaine dernière, demain on sera plus nombreux.ses. C'est toute la LPR qu'on veut voir retirée.
- Université de Strasbourg : la mobilisation a un peu repris, avec une Ag virtuelle la semaine dernière (entre 50 et 70 personnes) appelant à un rassemblement demain et une AG en présentiel sur le campus

+ mouvements Écrans noirs suivis par quelques enseignant-es

- Bordeaux Montaigne : rassemblement sur le parvis de l'université demain à 12H.
- Sorbonne Université : AG en visio demain matin
- UPJV : comité de mobilisation appelle à une AG demain 13h en ligne
- Biats Université de Paris (PV-PVII): deux AG, une avant la manif su 17/11 qui a réunit 100 personnes --> démontre un mobilisation de la communauté universitaire; AG ce vendredi (40 personnes): un tract de l'AG soutenu par les syndicats (CGT/SNESUP) qui appelle à l'abrogation de la LPR et appelle à la mobilisation pour bloquer la mise en œuvre de la LPR au niveau local; discussion en AG autour d'un constat d'urgence nécessaire pour sauver une génération. Quand la conférence des Présidents d'Université parlent d'une génération sacrifiée; conditions de cours distanciels difficiles: on note un décrochage massif, des conditions très difficiles; seulement 30% d'occupation de la bibliothèque par les étudiants; une professeure note que les idex continuent de s'appliquer, répondent pas à urgence nécessaire de reprendre cours en présentiel et de rouvrir des universités.
- même s'il y a crise sanitaire, angoisses, il ne faut pas choisir entre travail/études et santé. Question des moyens (gestes barrière), masques gratuits pour tous, gel; mais aussi moyens pour embaucher profs et dédoubler promos des étudiants et dédoubler locaux (préfabriqués?). Il faut débattre de cette question: il faut la lier avec la question de l'abrogation de la LPR. Pas de reprise des cours; série d'étudiant·es qui seront en situation de décrochage: risque de facs désertées.

Clôture de ce point.

2- Perspectives de lutte puis débat (1h)

Facs et Labos en Lutte : 15 prises de paroles d'homme et 6 de femmes, faudra qu'on soit attentif.ves à cela et que les femmes n'hésitent pas à à prendre la parole.

Quelles modalités d'action ? Formuler certaines pistes pour lancer le débat. Se centrer sur les perspectives et calendrier de lutte, tout ce qui aura trait à l'organisation sera traité à 20h pour gens qui veulent poursuivre et intégrer le comité de mobilisation des FLL.

Pandémie a rendu visibles beaucoup de problématiques sans que la convergence n'a pas forcément été faite avec le combat sur la LPR : détérioration des conditions de travail (télétravail) et d'études, explosion de la précarité étudiante, notamment vis-à-vis du logement, etc.

Réfléchir aux revendications que nous vous voulons mettre en avant. Pas exhaustif, juste une synthèse faite à partir du questionnaire frama pour ouvrir la discussion :

Modes d'action et revendications que nous avons déjà portés mais qui peuvent être réactivés :

- demande de postes de fonctionnaires statutaires (permet convergence avec d'autres secteurs : hôpitaux, secondaire)
- grève (dans ces différentes déclinaisons et notamment administrative comme appelée par la CP CNU)
- démissions collectives appelées depuis le 5 mars

Modes d'action qui émergent avec le vote la loi : recours juridiques; bloquer l'application de la loi ; demander des engagements aux directions des universités lors des élections pour les présidences notamment (pas créer de chaires de professeur-e-s junior, s'engager à ne pas faire appliquer le délit d'entrave sur le campus, etc.)

Enfin des modalités qui émergent dans le contexte de ce deuxième confinement :

- Mettre 16 à tout le monde, pour dénoncer l'explosion des inégalités entre les étudiant.es, mettre en avant fait que c'est pas des cours
- Demande de réouverture des campus
- Journée d'action sur la précarité étudiante

Débat :

- Syndicat étudiant CGT Albi: modalités: poser la question de la valeur des diplômes --> destruction des diplômes français. Jusqu'à présent, licence et Master donnaient peu de bons résultats à l'embauche avec des salaires bas et peu valorisés; à présent le doctorat perd aussi de la valeur sur le marché de l'emploi. Au niveau perspectives: il faut investir la question du diplôme, questionner la nature de l'université: il faut expliquer qu'on tue une université qui a une spécificité: égalité et accessibilité pour les enfants des classes populaires; spécificité mise à mal par la loi.
- MCF Strasbourg : jolie mob qui repart doucement. Perspectives : espère que le gouvernement a fait une boulette avec le délit d'entrave. , faute tactique. En faisant ce délit, il a révélé la vérité de ce texte. Moyen de jouer sur le ras le bol étudiant. Détresse étudiant-e. qqch à faire avec retour au présentiel. Faudrait que pétition de F. ? (en fin ici de grand II) soit sur change.org. Deuxième faute de la LPR : Trop de point commun avec la loi Sécurité Globale. On attaque la possibilité même de dire le vrai. Liberté recherche // information. Ne pas abandonner terrain de la lutte nationale et dérive autoritaires. Démissions collectives : embarrassant car ce ne sont pas de vraies missions administratives. Heures sup : ne pas les faire, ne pas surtravailler sans recrutement. Expérimentation locale : comment continuer à faire chier ? Notamment revient dans les débats : rétention des notes ou mettre 20/20 à tous ; revenir à des formes de métier plus artisanales.
- Nanterre, AG mercredi dernier, mixte (présence/distance). Perspectives et décisions: il faut saisir le Conseil Constitutionnel, saisie qui peut être faite par le PR ou les parlementaires. Au niveau de Nanterre: projet de pétition/charte de l'université qui s'engagerait à ne pas appliquer les mesures de la LPR et à ne pas recruter des personnes non-qualifiées par le CNU. On pourrait le faire ne profitant de l'autonomie (LRU). Texte à voter en AG mercredi prochain; communiqué d'abord en interne puis soumise à la Présidence qui pourra ou non l'inclure dans ses statuts. Texte sera communiqué aux

laboratoires et UFR de Nanterre. Le texte pourra être repris. Questions de grève/démission: tout ou rien. Démissions: appels déjà lancés pour Parcoursup, les quelques postes vacants ont été repris/ appeler les précaires à la démission = les mettre dans des situations complexes.

- Étudiante Lille 2 (syndiquée à la CGT) : Appel à une grève générale le 5. Que les chargés de TD ne fassent plus cours pour revenir physiquement. Le Covid Center ne fonctionne pas (des oublis de cas contact). C'est la honte totale. CGT étudiant : ne peut plus bouger. Tous bloqués > anarchie. La loi LPR est très dangereuse : privation des libertés alors que discours Macron sur libertés. Niveau local : refaire mobilisations sur les campus. Solidarité, unité: précaires et enseignants, administratifs qui souffrent aussi de la situation (télétravail très dur et ne peut durer). Gouvernement en train de nous entuber : nouveau confinement en perspective. Demandes de blocage des cours. Idem du côté des BU.
- SNTRS-CGT - Inserm : Travail en commun avec FLL. Action prévue demain, nous espérons soit un succès- Perspectives : il faut populariser actions niveau local. Camarades Sud ont mis un pad (<https://mensuel.framapad.org/p/journee-de-mobilisation-esr-241120-9k6e?lang=fr>) avec toutes AG et actions niveau local, on peut voir action menées et comment on peut les reproduire. Ensuite, il faut être capables de proposer des rendez-vous aux collègues. ça va prendre du temps. Politique de plus en plus répressive : cf. manifestation parisienne interdite demain. Faire un référé pour contester décisions préfecture. C'est général. Réunion au ministère en présence de la ministre : conscients que l'amendement ne passera pas au conseil constitutionnel. Mais ne suffira pas puisque attaques nationales. Comment mobiliser personnels dans notre secteur ? Faut des AG, tenir contexte actuel, précarité. Lutte contre LPR doit pas masquer lutte de fond contre précarité. Générations sacrifiées.
- EC Savoie-Mont-Blanc-Chambéry : En ce moment surcharge de travail + galères d'élections avec plein d'irrégularités : très difficile de trouver énergie pour impulser et organiser. Difficile de se mobiliser dans des petites villes où tous les étudiants sont rentrés chez leurs parents. Venue pour prendre la température et prendre des idées. Ce qui est le plus porteur dans temps court est arriver à articuler demande retrait LPR à la question du tournant sécuritaire qui est fait. Insister là-dessus. Dans certaines villes, faire des rassemblements uniquement sur LPR est totalement impossible. Lier avec tournant répressif, permet de mettre en évidence la même logique (délict de rassemblement sur les campus). Pour moi, c'est le plus porteur partout. Écrans noirs : peur de perdre le lien avec les étudiants : plutôt être visible dans la rue et utiliser le tournant répressif.
- Étudiant Nanterre : interorga des orgas jeunesse a fait appel manif samedi loi sécurité globale en liant les deux questions (loi sécurité globale et délit d'entrave). Lien personnel étudiant est essentiel, pas simple avec fermeture de campus. Retisser des liens plus difficiles à avoir dans ces conditions de confinement. Tout faire le plus possible en présentiel. A Nanterre on va tenter de faire AG jeudi ou vendredi. Plus compliqué selon les universités ou d'autres lieux de recherche. Question du 5 décembre évoquée, c'est un week-end, participer sur nos bases, journée grève qui est prévue parait-il, ça vaudrait le coup de s'y joindre. Tout un tas de bagarres qui existent avec un ennemi commun ! Ça vaudrait le coup de jouer l'unification.

- Mail envoyé par Assemblée de Direction des laboratoires : ADL s'est réunie en AG la semaine passée. 3 actions proposées :

- appel à désavouer HCERES

-projet de charte déclaration proposition modes action

-soutenir dépôt masse de projets ANR (avec intelligence artificielle) pour gripper machine

- CGT FErcSup Sorbonne : certains disent que grève compliquée car risque de lâcher les étudiant·es, mais grève toujours compliquée. Vraie question : que veut-on et par quels moyens. Seule solution : s'organiser collectivement entre travailleurs et étudiants. Faire des choses niveaux locaux (monter la mobilisation c'est au niveau local) mais aussi national car plus visible. Secteur peu visible pour grand public.
- Bien sûr que c'est dur de lâcher les étudiant·es, mais si on ne fait pas grève que va-t-on faire ? Est-ce qu'on est contre ce système ?
- Pas seulement LPR : plus global. Réclamer des moyens pérennes car ESR = missions cruciales.
- MCF UGE : difficulté de la grève : il faut pouvoir entraîner les collègues en AG. Or ils sont la tête sous l'eau, donc c'est pas simple. Faire de la pédagogie sur la grève mais il faut s'appuyer sur toute ce qui passe au niveau national dans tous les endroits : savoir où il a eu des AG, quels sont les mots d'ordre, etc. Faire de l'émulation collective pour entraîner nos collègues dans les labo.
- Manif Trocadéro samedi : bcp de jeunes. La question des libertés académiques est reliée à celles des libertés démocratiques. Et cette question là mobilise une partie de la jeunesse et des collègues.
- Mot d'ordre : reprise de possession de nos campus en présentiel.
- Etudiante P8 / Sud Educ 75 / révolution permanente : lier avec tournant autoritaire du gouvernement notamment à présent aussi contre les étudiants. Enormément de jeunes dans les mobilisations contre sécurité globale. Organiser des cortèges facs&labos en lutte pour visibiliser la lutte et faire le lien.
- Etudiant en maths à Marseille. Question : quels sont les ressorts techniques/juridiques à mettre en place/auxquels on peut avoir recours ?
- AG précaires IDF : évoquer des questions peu évoquées dans la réunion. Question islamophobie : très grande violence pour les collègues qui travaillent sur ces questions, difficile de continuer leur travail + lien avec tournant sécuritaire (dont complicité intellectuelle des universitaires avec le terrorisme selon Blanquer) : aussi lié au racisme. Enjeu à se remobiliser sur ces questions.
- Exprimer soutien à ces collègues en interne avec des motions parce que dur pour elles.eux en ce moment. Pb de racisme, on a un apport à avoir sur ces questions là.
- Sud Recherche, Censier : on a besoin réel d'actions sur fond et durée et pas multitude actions, et puis pas besoin action par procuration (démissions collectives, dépôt de dossier ANR, ça fera pas gripper la machine) ça donnera explication facile à taux d'échec, c'est un cadeau au gouvernement.

- Il faut aussi des actions spécifiques educ, toute autre idée bonne à prendre, idée de bloquer machine par grève pure et simple (sans travailler à côté).
- Décliner tous les modes d'action. Pas très chauds pour les écrans noirs car pas accessibles à tout le monde et ça pénalise les étudiant·es.
- MCF, Grenoble : ça commence lentement. AG présentiel demain : contre la loi.
- Ecrans noirs : inquiétude de rompre le contact avec les étudiants. Mais ok pour grève administratives. Soutenir les sections CNU qui sont en grève administrative. A d'autres niveaux aussi, faire la grève administrative : ne pas répondre aux AAP, ne pas faire remonter les maquettes par exemple, ne pas utiliser les outils numériques imposés, s'appuyer sur la situation locale.
- Si nous ne sommes pas grève pour les cours, y a pas de retenue sur les salaires --> ça peut relancer les caisses de grève. Multiplier les motions à tous les niveaux, pas pour les motions en elles-mêmes mais parce que c'est prétexte pour rassembler à nouveau les collectifs. Jouer des rapports entre udice = facs idex et CPU, nous sommes fac idex et notre président a montré désaccord loi (lettre aux sénateurs). Ne pas perdre de vue la démission de Vidal et demander, peut-être, des années sans frais d'inscription. Construire un calendrier collectif pour avoir en permanence un calendrier commun.
- Rouen: constat depuis longtemps montée individualisme, élitisme, ségrégation qui casse équité...étudiant jusqu'aux personnels univ. Dégâts seraient très importants. Actions de fond : regagner terrain dans démocratie par consensus et non pas à simple majorité. Arriver dans nos labos à faire respecter la diversité de pensée et non pas comme on est en train de les vivre avec processus législatifs. Remonter dans conseils centraux.
- Caisse de solidarité ? avis à les monter dans les établissements, difficulté pour manger des étudiant·es, EC fonctionnaires devons mettre main à la poche pour elles-eux.
- MCF UBO / Sud Educ : propositions pour actions immédiates. Après discussion avec collègues : sentiment est que très difficile de mobiliser parce que collègues "sous l'eau" ou "bons élèves". Faire une "journée de mobilisation", c'est pas génial mais à Brest on peut pas espérer faire mieux. C'est pour raccrocher les collègues à la mobilisation. On pense que converger avec le 3 décembre ce serait bien. Mettre réponse automatique dans sa messagerie "je suis occupée à défendre l'université", etc. S'inscrire dans qqch de plus ambitieux dans la durée, mais il faut une date.
- UNEF Avignon : avoir un moment pour se retrouver avec les collègues et étudiant·es. C'est ce qu'on fait demain à Avignon. Retrait de la LPR et mesure liberticides. Redonner confiance aux étudiants (également inquiets de l'épidémie) Grave pb de précarité. Demande élargissement bourses (pour étudiants étrangers notamment).
- Difficulté car tout le monde a la tête sous l'eau mais initiative d'une réunion en présence demain est très bien reçue.
- EC Paris 3 : mot d'ordre clair et simple de Facs et labo en lutte et intersyndicale. Renoncer à l'évaluation : "pas de diplôme, pas d'évaluation" Il faut un mot d'ordre qui passe au près du grand public. Je pense qu'il faut un truc très très fort. Moi ça me fait chier tous les ans de faire les rétentions

des notes des étudiantes pour défendre les précaires. Mais il n'y a pas le choix, il faut y aller. Il faut aussi remettre la pression sur Bienvenue en France.

- U. Paris-Diderot : mobilisation et petites choses qui se passent mais pas bcp de monde même si plus que prévu. Discussion à avoir sur calendrier. Préciser tous les cadres de démission des fonctions administratives, mais ne bloque pas le processus. Processus en partie derrière nous : pas la même situation politique que pour CPE (abrogé suite à lutte). Question d'ensemble libertés et santé. Avoir une offensive plus précise sur les libertés : messages viraux pour inonder étudiant·e·s et collègues. A force d'aligner l'ensemble des revendications, on ne voit pas par quel biais on peut avoir des victoires, au moins partielles.
- Saint-Etienne (FO ESR) délégué AG. Deux éléments essentiels : 1er point : postes toujours plus nécessaires pour récupérer situation dramatique des universités, ce qui fait lien avec LPR. 2e point : libertés fondamentales, dont libertés universitaires. Si fac ouvertes, les rassemblements auraient été immédiats. Les deux se rejoignent. Reconquérons nos universités. Appel abrogation LPR mais aussi réinvestissons université (y compris en utilisant les attestations dérogatoires pour que les étudiant·es reviennent). "Ils nous ont littéralement volé nos universités". Il faut pouvoir délivrer les diplômes aux étudiant·es dans les cadres qui leur étaient dus.

Perspectives juridiques :

- saisine du conseil constitutionnel (par sénateurs du groupe de gauche). Des juristes universitaires font un texte d'accompagnement. Conformité budgétaire (sincérité); délit d'entrave (atteinte aux libertés fondamentales + cavalier législatif = rien à voir avec projet de loi prévu); des choses sur le CNU qui violerait constitution (?)
- lettre au président pour demander réouverture débat (article 10 de la constitution). But : continuer à mettre la pression sur l'exécutif et rappeler que l'on ne considère plus Vidal comme une interlocutrice
- le plus efficace : ne pas appliquer la loi (la plupart des éléments de la LPR ne sont pas obligatoires)
- référé devant des juges administratifs concernant le droit à manifester (plutôt porté par syndicats)

<https://afea.hypotheses.org/5769>

Point sur l'action de l'AFEA : Pierre PM (mandaté par l'association française d'ethnologie et d'anthropologie) : Mise en ligne d'une Lettre signée par 530 anthropologues (signatures individuelles : titulaires, précaires, indépendant·es ; signatures collectives : associations, départements, laboratoires, revues... : <https://afea.hypotheses.org/5769>) envoyée aux Député·es, Sénateur·ices, Ministre de l'ESRI, 1er Ministre, Président. Les signatures courent encore.

L'appel pour la reprise immédiate des cours dont a parlé F. :

<https://bul.univ-lorraine.fr/index.php/s/wCsK8B4xPEtPKty>

3. Structuration (troisième temps pour les perspectives à appliquer)

Nombreuses actions proposées : Rétention des notes, pression sur les établissements, différentes modalités de grève. 260 au moment le plus fort mais certains étant passés, sans doute dans les 300 dans la réunion numérique de ce soir.

Ce soir pas possible de rédiger un texte or nécessaire de le faire : rejoindre comité de mobilisation.

Objectif : rejoindre le comité de mob pour mettre en oeuvre les idées et écrire un texte/communiqué, pour le transmettre à la presse, faire un vrai moment de com' dans ce communiqué sur la réussite de ce soir pour relancer la dynamique en faisant le lien avec la mobilisation de demain. Réfléchir aux perspectives : qsq on met en avant ? nouvelles dates ? semaine prochaine ? en lien avec intersyndicale ? Comment on s'adresse aux étudiant-es ? (il faudrait aussi des étudiants dans ce groupe de travail) + Biats qui se sont mobilisé-es.

Modalités de travail : on fonctionne avec telegram.

Travail par petit groupe, à la mesure de chacun et chacune.

Dates discutées (calendrier (à voir avec intersyndicale) :

3/12

5/12 : un an de mobilisation + journée mobilisation contre chômage et précarité (mais samedi)

Communiqué à rédiger : centrer sur réussite et sur poursuite mobilisation + si possible une date.

Dans le compte rendu, souligner actions évoquées (mais pas à nous de choisir entre ces actions). Idem dans communiqué de presse en plus bref.